



Les 9 100 Palestiniens abandonnés dans les prisons israéliennes après l'accord de « paix »

Description

Alors que les dirigeants du monde célèbrent la libération des otages israéliens, plus de 9 000 prisonniers palestiniens continuent de faire face à la torture, à la faim et à l'isolement derrière les barreaux. La moitié d'entre eux sont détenus par Israël sans accusation ni procès.

Par Qassam Muaddi, le 15 octobre 2025.



Allam al-Ra'aji, 47 ans, libéré par Israël de la prison d  Ofer, arrive à Ramallah dans le cadre de la première phase du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, le 13 octobre 2025. (Photo : Qassam Muaddi/Mondoweiss)

Alors que les dirigeants de vingt pays se réunissaient   Sharm el-Sheikh, en Égypte, pour célébrer le cessez-le-feu, les médias grand public saluaient la libération des vingt derniers otages israéliens vivants détenus à Gaza. Après avoir retrouvé leurs familles, ces otages ont décrit les conditions difficiles dans lesquelles ils ont été détenus.

Pendant ce temps, 1 968 Palestiniens ont été libérés des prisons israéliennes : 88 en Cisjordanie, 154 ont été expulsés vers l  gypte, et le reste libérés dans la bande de Gaza. La plupart d entre eux avaient été enlevés par les forces israéliennes   l int rieur de Gaza au cours des deux dernières années. Parmi les prisonniers libérés, 250 purgeaient des peines de prison   perpétuité pour des accusations liées à des activités armées.

Mais plus de 9 100 Palestiniens sont toujours détenus dans les prisons israéliennes. Environ 3 544 d'entre eux le sont sous le régime israélien de la « détention administrative », qui permet à Israël d'emprisonner des Palestiniens jusqu'à six mois sans accusation ni procès.

Selon le Club des Prisonniers Palestiniens, aucun des prisonniers libérés lors de l'échange de lundi n'était un détenu administratif.

Les ordres de détention administrative sont validés par un tribunal militaire israélien, et la période de six mois peut être renouvelée indéfiniment sur la base d'un « dossier secret » auquel ni les détenus ni leurs avocats n'ont accès. Ces renouvellements successifs ont conduit de nombreux Palestiniens à rester jusqu'à deux ans en prison sans jamais avoir bénéficié d'une procédure judiciaire régulière.

La détention administrative représente la plus grande catégorie de Palestiniens emprisonnés en Israël, affirme Ayah Shreiteh, porte-parole du Club des Prisonniers.

Elle ajoute qu'environ 1 000 Palestiniens ont été arrêtés et détenus sans procès, et même sans ordre de détention administrative. Beaucoup d'entre eux ont passé des mois en prison.

Quant à ceux qui ont été condamnés sur la base de charges précises, la majorité le sont pour appartenance à des organisations politiques ou syndicales, participation à des manifestations, ou jets de pierres. Depuis octobre 2023, cependant, l'accusation la plus fréquente est celle d'« incitation », une charge qui peut inclure une publication sur les réseaux sociaux, un discours en public, ou même le fait d'arborer des drapeaux de factions politiques palestiniennes.

Avant le 7 octobre, les conditions de détention des prisonniers palestiniens s'étaient déjà dégradées», souligne Shreiteh. Puis tout a changé. « La quantité et la qualité de la nourriture ont empiré», explique-t-elle. « Les gardiens israéliens faisaient des descentes dans les cellules chaque semaine, parfois même tous les jours. La négligence médicale est devenue généralisée».

« Des cellules de 5 à 6 m², habituellement occupées par 6 prisonniers, étaient désormais surchargées avec 9 à 12 détenus. Quatre à six d'entre eux dormaient par terre.»

Les avocats autorisés à visiter des Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont témoigné de ces conditions au cours des deux dernières années, corroborés par les nombreux récits d'anciens détenus libérés lors des échanges de prisonniers de janvier et de ce lundi.



Des Palestiniens libérés par Israël de la prison d Ofer arrivent à Ramallah dans le cadre de la première phase du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, le 13 octobre 2025. (Photo : Qassam Muaddi/Mondoweiss)

Mondoweiss a interrogé certains des prisonniers récemment libérés cette semaine, qui ont demandé à rester anonymes de peur de représailles israéliennes.

L un d eux, détenu pendant un an, a déclaré que lui et ses codétenus avaient été battus à coups de matraque à plusieurs reprises lors de descentes dans leur cellule. Un autre, également détenu pendant un an, a affirmé que l administration pénitentiaire israélienne avait ignoré ses demandes de soins médicaux pendant une année entière, ne lui donnant que des antalgiques.

En janvier, Mondoweiss avait interviewé Amir Abu Raddaha, un prisonnier palestinien libéré lors du premier échange entre Israël et le Hamas pendant le cessez-le-feu de janvier à mars. Il avait expliqué qu apr s le 7 octobre, les autorités pénitentiaires israéliennes avaient confisqué tous les livres et appareils électroniques, réduit la nourriture à tel point qu un repas se composait de trois ou quatre cuillerées de riz avec un peu de soupe claire, et le petit-déjeuner

dâ??une cuillÃƒre de yaourt et un morceau de pain.

Ãƒa nâ??a pas commencÃ© le 7 octobre

Mais la dÃ©gradation des conditions de dÃ©tention ne date pas du 7 octobre, explique Milena Ansari, de *Human Rights Watch*, Ãƒ *Mondoweiss*. â??•*La restriction des conditions de dÃ©tention des Palestiniens faisait dÃ©jÃƒ partie de lâ??agenda politique du ministre israÃ©lien de la SÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben-Gvirâ??, dit-elle.*

â??Depuis son entrÃ©e en fonction [en 2022], les groupes de dÃ©fense des droits humains, et mÃªme lâ??ONU, ont signalÃ© ces restrictions, bien avant 2023.â??•

â??Avant le 7 octobre, la surcharge carcÃ©rale et la baisse de qualitÃ© et de quantitÃ© de la nourriture Ã©taient dÃ©jÃƒ problÃ©matiques, mais ces pratiques se sont intensifiÃ©es aprÃ©s octobre 2023.â??•

Ãƒ« Les repas des Palestiniens en prison ont Ã©tÃ© rÃ©duits Ãƒ des aliments secs et des haricots dÃ©pourvus des nutriments essentiels.â??•

Ansari note Ã©galement que plusieurs ONG, y compris *MÃ©decins pour les Droits de lâ??Homme-IsraÃ©l*, ont rapportÃ© lâ??intervention politique directe de responsables israÃ©liens dans le type de soins mÃ©dicaux dispensÃ©s aux dÃ©tenus palestiniens, limitant les mÃ©decins des cliniques pÃ©nitentiaires Ãƒ des soins de base. â??•*Il est important de rappeler que fournir une alimentation et des soins mÃ©dicaux adÃ©quats nâ??est pas un privilÃ©geâ??, insiste-t-elle. â??Câ??est un droit, et IsraÃ©l a lâ??obligation de le respecter en vertu du droit international.â??•*

AprÃ©s le 7 octobre, la situation sâ??est considÃ©rablement aggravÃ©e, dit encore Ansari. La violence verbale et physique contre les dÃ©tenus palestiniens a augmentÃ©, Ãƒ tel point quâ??elle est prÃ©sente Ãƒ toutes les Ã©tapes de la dÃ©tention, dÃ©s lâ??arrestation. â??•*Mais le changement le plus marquant a Ã©tÃ© lâ??isolement total des prisonniers palestiniens, avec lâ??interdiction des visites familiales. Cette interdiction est toujours en vigueur.â??•*



Un groupe de d'otenus palestiniens originaires de Gaza présente des traces de mauvais traitements et de torture sur le corps après s'être libérés de détention israélienne. (APA Images)

Les ONG ont également signalé des difficultés croissantes pour les avocats à rencontrer leurs clients détenus par Israël.

Les familles de prisonniers interrogés par *Mondoweiss* ce lundi ont toutes déclaré ne pas avoir été autorisées à visiter leurs proches depuis deux ans.

L'interdiction des visites familiales se poursuit même après le cessez-le-feu. *« Il est peu probable que ces restrictions soient levées », insiste Ansari, « car elles ne sont pas liées au 7 octobre, même si elles se sont intensifiées. Elles font partie d'un agenda politique, et cet agenda n'a fait l'objet d'aucune responsabilité ».*

En septembre dernier, la Cour suprême israélienne a statué en faveur d'une requête déposée par l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI), exigeant l'arrêt des violations – l'encontre des prisonniers palestiniens, notamment sur la nourriture.

Le lendemain, alors qu'il s'exprimait sur les lieux d'une attaque à Jérusalem qui avait tué six Israéliens, Ben-Gvir a vivement critiqué la décision de la Cour, affirmant qu'elle envoyait un *« message positif aux terroristes »* selon lequel *« leurs conditions de détention seraient améliorées ».*

À ses côtés se tenait le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a également défendu la Cour : *« Nous sommes tous en guerre, vous aussi êtes en guerre »,* a-t-il déclaré. *« Nous ne changerons pas les conditions de détention des terroristes ».*

Les prisonniers palestiniens ont été largement absents des médias grand public, même avant le 7 octobre, n'apparaissant que dans le cadre des échanges de prisonniers de janvier et de la semaine dernière.

Pourtant, la veille du 7 octobre, les ONG avaient signalé qu'environ 5 000 Palestiniens étaient détenus dans les prisons israéliennes, un chiffre considéré comme un record qui n'avait pas été atteint depuis des années, avec notamment 1 300 détenus administratifs.

Au cours des deux dernières années, ce chiffre a doublé.

La captivité de masse est un phénomène étranger pour les Israéliens, mais pour les Palestiniens, elle a été normalisée depuis des décennies. D'après des rapports d'ONG, au moins un million de Palestiniens ont été emprisonnés par Israël depuis 1967.

Et pourtant, après le 7 octobre, les otages israéliens sont devenus le seul sujet de discussion pour les politiciens occidentaux et les médias dominants, tandis que les prisonniers palestiniens restaient invisibles.

Lundi, Donald Trump a célébré son fameux accord de paix *« pour toujours »* après la signature du cessez-le-feu en Égypte. Maintenant que les otages israéliens sont libres, les 9 100 Palestiniens pourrissant dans les geôles israéliennes peuvent continuer d'être oubliés.

Traduction : RM pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2025/10/16